

Mission en RCA : interview du président de la FPF

François Clavairolly, président de la FPF, a répondu à nos questions par téléphone depuis la Centrafrique et nous a raconté la rencontre avec la présidente de l'Etat de la transition.

Mission en RCA : interview de la vice-présidente de la FPF

Christiane Enamé, vice-présidente de la Fédération Protestante de France, a répondu à nos questions par téléphone depuis la Centrafrique.

Carnet de route : délégation protestante en RCA

La délégation protestante est arrivée en Centrafrique et a déjà rencontré plusieurs leaders religieux lors de sa première journée sur place. Détails.

Analyse de la situation en Centrafrique : troisième partie

Dans le cadre d'une série de trois vidéos, le Défap vous présente un résumé et une analyse de la situation en République centrafricaine. Troisième et dernière partie.

Mission en Centrafrique

Du 23 au 30 juin 2015, cinq représentants de diverses Eglises protestantes de France vont se rendre en Centrafrique pour une mission à plusieurs enjeux.

Analyse de la situation en Centrafrique : deuxième partie

Dans le cadre d'une série de trois vidéos, le Défap vous présente un résumé et une analyse de la situation en République centrafricaine.

Analyse de la situation en Centrafrique : première partie

Dans le cadre d'une série de trois vidéos, le Défap vous présente un résumé et une analyse de la situation en République centrafricaine.

Centrafrique : «Les vieilles recettes de sortie de crise ne marcheront pas»

En RCA, le passage de relais entre la Misca, la force africaine, et la Minusca, la force de stabilisation des Nations Unies, a eu lieu officiellement le 2 septembre. Le début du déploiement de cette nouvelle mission internationale est prévu le 15. Elle doit notamment protéger les populations et soutenir la transition politique. Une transition qui semble aujourd'hui bien difficile à mettre en œuvre.

Chrétiens et musulmans, ensemble pour le peuple syrien

Des organisations religieuses françaises et des organisations de solidarité internationale, dont le Défap, signent un appel pour dénoncer « la situation dramatique vécue par le peuple syrien », qui représente un « défi à l'humain et une atteinte à nos principes religieux ». Elles annoncent la visite d'une délégation de 11 représentants chrétiens et musulmans en Jordanie et au Liban, du 7 au 11 octobre prochain.



Face aux conditions du conflit en Syrie, qui « tuent l'âme

d'un peuple, dont l'une des richesses est d'avoir vécu dans une cohabitation multiséculaire », des associations tant françaises qu'internationales, des personnalités catholiques, protestantes ou musulmanes, s'associent pour dénoncer le calvaire du peuple syrien. Elles ont décidé deux types d'actions :

- Un « Appel pour le peuple syrien » lancé par voie de presse aux instances nationales et régionales. Ses signataires soulignent « que nous sommes convaincus que la paix est un impératif absolu et qu'il n'y a pas de paix sans justice », et « que nous croyons que cette paix est un don que Dieu ». Ils affirment aussi leur volonté de « dire au peuple syrien que nous sommes à ses côtés dans son malheur ». Ils demandent « à tous les responsables politiques » de « mettre en œuvre prioritairement un cessez-le-feu immédiat et de garantir l'accès humanitaire aux populations ».

[Retrouvez ici le texte intégral de l'Appel pour le peuple syrien](#)

- La visite d'une délégation de 11 représentants chrétiens et musulmans en Jordanie et au Liban, du 7 au 11 octobre prochain.

[Retrouvez ici le texte intégral du communiqué](#)

LISTE DES PARTICIPANTS À LA DÉLÉGATION EN JORDANIE ET AU LIBAN :

Mgr Marc STENGER, évêque de Troyes, président de Pax Christi
France

L'Œuvre d'Orient

Secours Catholique-Caritas France

Secours Islamique France

Tareq Oubrou, Recteur de la grande mosquée de Bordeaux

CCFD-Terre Solidaire

SRI (Service des Relations avec l'Islam)

Action Chrétienne en Orient

Réseau Chrétiens de la Méditerranée

Plaidoyer pour Madagascar

Le Défap propose un dossier de plaidoyer afin que les paroisses puissent interpeller leur sénateur ou leur député sur la situation de Madagascar.



Chantier sur une route à Madagascar © Albert Huber

Nous avons à rendre plus visible la diversité du réseau d'engagement des protestants français avec les protestants de Madagascar. Nous avons vocation à être le plus ouvert possible. Il y a une visibilité qui construira la densité nécessaire au pays, notamment par une densification de notre travail qui est lié à un réseau de relations franco-malgaches

extrêmement fort. Nous avons vocation à faire plus que d'être des seuls chrétiens s'occupant de leur seules affaires; nous inscrivons notre action dans un espace beaucoup plus vaste : les relations entre la France et Madagascar. On ne peut pas faire comme si de rien n'était face, notamment, au pillage du pays. Nous sommes dans les relations d'Eglises à Eglises et doivent rester dans ce secteur mais ces relations sont conditionnées et environnées par les relations de notre pays, des autres pays avec Madagascar.

C'est pourquoi le Défap vous propose un dossier de plaidoyer (téléchargeable ci-dessous) afin d'interpeller votre sénateur ou votre député sur la situation de Madagascar.

Appel d'urgence pour l'Eglise luthérienne de Madagascar

Le 22 février 2013, le cyclone Haruna a frappé la région sud-ouest de Madagascar avec des vents qui ont atteint 200 km/h et des pluies violentes qui ont causé de graves inondations dans toute la région.



Les districts les plus affectés sont ceux de Toliara et Fort Dauphin. Le bilan est lourd pour la population : 18 morts et 16 personnes disparues, 81 blessés, 10 000 personnes sans abri à la suite de la destruction complète de 1 120 habitations et de 2776 maisons dont le toit a été arraché par la tempête. Près de 2000 habitations ont été inondées. Les bâtiments publics ne sont pas en reste puisqu'ont été endommagés également : 117 bâtiments administratifs, 68 écoles, 9 centres de santé. On estime à 1500 ha, la surface de rizières détruites par les inondations.

L'Eglise FLM déplore elle aussi plus d'une centaine de bâtiments endommagés : églises, écoles, presbytères.

Les secours se déploient dans toute la région pour venir en aide aux populations sinistrées :

- Fourniture d'électricité par l'installation de générateurs dans les hôpitaux
- Distribution de 250 tonnes de nourriture à la population
- Distribution de kits de filtration pour l'eau et de nécessaire de cuisine
- Distribution de bâches et de tentes pour les familles sans abri
- Distribution de médicaments contre les diarrhées et la malaria

L'Eglise luthérienne malgache s'est engagée aux côtés des autorités du pays pour porter secours aux populations sinistrées. En lien avec le synode régional de Toliary, un programme d'action s'est mis en place pour venir en aide prioritairement :

- aux personnes dont la maison a été détruite,
- aux veuves et aux personnes âgées ou handicapées
- aux familles nombreuses de plus de 6 personnes
- aux femmes qui élèvent seules leurs enfants

Selon les estimations, ces critères représentent environ 1 200 familles dans la région de Toliary, que l'Eglise luthérienne prévoit d'aider pendant quatre mois, le temps pour elles de se réinstaller et de retrouver une vie normale.

L'Eglise luthérienne fait appel à ses partenaires internationaux pour l'aider à faire face à ce défi. M. Stéphan ANDRIAMANDRAINIRINA a été désigné comme coordinateur de ce programme, sous la responsabilité de Georges SAMOELA, secrétaire général de l'Eglise.

Vers une plateforme « Madagascar » ?

Une journée d'échange et de débats sur Madagascar organisée par le Défap pour les membres des Eglises, avec Denis Andriamandroso et Julia Darso-Rafenonirina a mis en évidence la force des liens entre le protestantisme français et malgache. La diversité et le

grand nombre de ces échanges ecclésiaux ont montré l'importance et la vitalité des liens entre ces Eglises soeurs.



Depuis 2009, le pays est déstabilisé par une crise politique profonde qui, par un jeu de personne, a mis à mal les Eglises elles-mêmes. La situation économique et sociale est grave, la paupérisation atteint un seuil dramatique.

Les Eglises de France sont très liées à Madagascar, que ce soit par des projets ou bien parce que bon nombre de leurs paroissiens sont malgaches ou d'origine malgache. De nombreux projets touchent différents domaines : jumelage, camps de jeunes, soutien à l'enseignement, à la santé, ou bien parrainages d'enfants (souvent avec la Fondation La Cause).

Ces liens d'Eglises à Eglises sont forts, nombreux mais restent dispersés et ne pèsent que très faiblement dans l'amélioration de la situation. Comme le déplore Denis Andriamandroso , ancien ambassadeur de Madagascar à Berlin nous en restons à du saupoudrage.

En concentrant les efforts, le problème de densité, en terme de population, de circulation des biens, des services, capacité financière pourraient être, au moins en partie, résolus.

Julia Darso-Rafenonirina, pasteur à Choisy, va dans le même sens et déplore l'absence de lieu de discussion et de concertation pour les actions menées à Madagascar. Les Malgaches résidant en France ont souvent peur de parler, notamment à cause de la famille restée sur place. Mais on ne peut pas continuer à se taire. Les participants à cette journée l'appellent de leurs vœux : il est de la responsabilité des chrétiens de venir en soutien aux efforts des Malgaches pour rétablir leur pays et sa souveraineté.

Les Eglises de France, via le Défap, pourraient créer un espace à la fois de dialogue et de concertation qui serait aussi un lieu de parole pour la diaspora.

Il a été convenu de poursuivre ce type de rencontre pour travailler sur des thèmes spécifiques et mieux articuler nos actions les uns avec les autres.